



Le contexte du développement durable dans une approche globale en Algérie

The context of sustainable development within a global approach in Algeria

Jinane MORTAD

Université Oran 2 Mohamed Benahmed

Algérie

mortad@live.fr

Received: 08/02/2025

Accepted: 25/04/2025

Published: 27/04/2025

Résumé :

Ce papier porte sur la notion de développement qui revêt des contours multidimensionnels relevant à la fois du volet économique, social, environnemental sans oublier le volet institutionnel et culturel. Ces attributs laissent entendre que le développement durable cible la réalisation de plusieurs objectifs implorant les efforts des uns et des autres et misant sur des cultures de responsabilisation et de civisme de la part des acteurs concernés. Dans ce sens, il fait face à d'innombrables défis en matière de bien-être, de qualité de vie décente, d'équité, d'égalité des chances, de préservation de l'environnement, de croissance économique durable.... dans un cadre qui porte sur les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures. Dans le cadre d'une approche holistique, cette étude s'intéresse aux stratégies des pays du Maghreb pour faire face aux défis communs en matière de réalisation des objectifs du développement durable pour l'horizon 2030 afin d'aboutir à un avenir durable.

Mots Clés: *Bien-être, Développement durable, équité, préservation de l'environnement, société,*

Abstract :

This comes to light on the idea of development that reflects relevant multi-dimensional contours in the economic, social and environmental environment without obstructing the institution and cultural life. These people and their homes and misant on the cultures of responsabilisation and the civisme of the part of the actors concerned.

In this case, the fait face of the innombrables is in the middle of the world - it is the quality of life, the quality, the value of the opportunities, the preservation of the environment, the durable economic cruise... in a cadre that ports to the There are current generations without compromising on future generations.

On the back of a large approx, this technology uses Maghreb payment strategies to protect the face and common devices in the realization of durable development objects until the 2030 horizon until it is durable.

Key Words: environmental preservation, equity, society, sustainable development, well-being,

JEL Classification : Q01, O13, R08

* Auteur correspondant : Jinane Mortad (*mortad@live.fr*)

**Introduction :**

La conjoncture actuelle témoigne des mutations d'ordre social, économique, culturel, idéologique, planétaire...etc.

Dans ce sens les modèles de croissance traditionnels ont témoigné des lacunes et des limites en matière de croissance, de développement et de mesure de bien-être des humains. .

A ce titre, le développement durable, , pourrait être une solution efficace pour s'adapter avec les aléas de la conjoncture. Ses contours multidimensionnels constitueraient éventuellement un atout non négligeable en matière de défis à relever notamment pour l'horizon 2030 - 2050. Ces défis s'articulent autour de plusieurs thématiques à savoir : la sécurité alimentaire, la diversification économique, les changements climatiques, les énergies renouvelables, entre autres.

Pour faire face à ces enjeux, certaines pratiques durables innovantes sont au cœur de cette réflexion pour préserver la planète et cibler le bien-être des individus vivant en société dans un cadre inclusif et équitable.

Ainsi les pays du Maghreb sont invités à gérer collectivement ces défis pour aboutir à un avenir durable et garantir une vie décente à leurs citoyens.

Ayant des similitudes d'ordre géographique, culturel...ils pourraient collaborer ensemble et coopérer pour trouver des solutions aux défis communs de la région tout en considérant les spécificités de chaque pays.

Problématique : La réflexion qui a suscité notre intérêt est comme suit :

Quelles sont les stratégies des pays du Maghreb pour aboutir à un avenir durable pour l'horizon 2030 ?

Objectif de l'étude: Ce papier aspire à spécifier le modèle maghrébin dans le cadre du développement durable pour l'horizon 2030 et communiquer les stratégies en matière de développement durable pour aboutir à un avenir durable et soutenable à l'horizon 2030.

Méthodologie : La méthodologie adoptée porte sur :

- Une recherche documentaire en matière de développement durable.
- Une communication des statistiques en matière de réalisation des objectifs de développement durable relevant des thématiques communes pour les pays du Maghreb à savoir : L'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

Dans le cadre d'une démarche synergique en matière de réalisation des objectifs de développement durable, nous allons adopter une approche holistique reposant sur l'intégration et l'interconnexion des objectifs du développement durable aux pays du Maghreb.



I. Champ sémantique du développement durable (Berger, De Perthuis, & Perin, 2018) :

Dans cette première partie, nous allons nous focaliser sur la définition du développement durable, ses dimensions, ses différents objectifs et les différents paramètres qui permettent de le mesurer.

1. Définition

Le rapport de Brundtland définit le développement durable comme « *la capacité de répondre aux besoins des générations présente sans compromettre celle des générations futures à satisfaire les leurs* »

Cette définition laisse entendre que le développement durable cible la satisfaction des besoins des générations actuelles dans un souci d'équité et d'égalité des chances pour les générations futures dans le cadre des ressources disponibles

l'accent est mis ainsi sur deux concepts centraux : la notion de besoins et de ressources limitées de la planète.

2. Les piliers du développement durable (Berger, De Perthuis, & Perin, 2018) :

Le développement durable repose sur trois piliers fondamentaux pour assurer un certain équilibre dans la société.

Un des objectifs fondamentaux du développement durable est de créer un modèle de développement qui intègre à la fois l'économie, la société et l'environnement.

Le développement durable cible le maintien de l'harmonie entre ces trois facettes (Slim, 2004).

Ainsi il serait idéal de converger les objectifs de ces trois piliers. ; ce qui pourrait être difficile en pratique Ainsi les décideurs se trouvent dans une situation inconfortable face au choix des objectifs à atteindre. Dans ce sens la stratégie du développement durable exige le maintien entre l'économique le social et l'écologique dans une approche plus globale et efficace.

2.1. Le volet économique (Berger, De Perthuis, & Perin, 2018) :

La facette économique a pour objectif de développer la performance économique du pays voire sa compétitivité.

2.2. Le volet environnemental (Berger, De Perthuis, & Perin, 2018) :

Le pilier environnemental se focalise sur l'amélioration et la valorisation de l'environnement et les ressources naturelles sur le long terme en préservant l'équilibre écologique

2.3. Le volet social (Berger, De Perthuis, & Perin, 2018) :

L'aspect social s'intéresse à la satisfaction des besoins humains .Il répond ainsi à un souci de justice et d'équité sociale. Dans une démarche plus efficace, l'atteinte des finalités en matière de santé, de logement, d'éducation, de l'emploi..... nécessitent plus que jamais une implication collective.

En d'autres termes, se focaliser sur les paramètres de la quiétude sociale.



3. Les finalités du développement durable :

Le développement durable poursuit les finalités suivantes:

3.1. Conciliation entre la prospérité économique et l'écologie (Diablasio Brochard, 2011). Cet objectif vise l'agencement entre la protection environnementale et le développement économique. Pour mesurer ce dernier il faut prendre en considération les effets sur l'environnement.

En d'autres termes, combattre la pollution de l'air qui engendre une dégradation de l'environnement. De surcroît, adopter un comportement rationnel en matière d'utilisation des ressources disponibles.

3.2. Mesurer l'impact de l'activité humaine actuelle sur les générations futures (Diablasio Brochard, 2011).

Cet axe met l'accent sur la prise de conscience des besoins des générations futures ; un aspect à ne pas négliger dans la sphère du développement durable.

3.3. L'équité (Diablasio Brochard, 2011) :

La problématique de l'équité est à la fois sensible et primordiale dans la mesure où elle permet de souder les liens interindividuels et aboutit à la cohésion sociale. L'équité cible les objectifs suivants:

- Combattre les inégalités entre les différentes catégories sociales.
- Assurer l'égalité des chances entre les générations.
- Lutter contre la pauvreté.
- Combattre l'exclusion.

3.4. Assurer une qualité de vie décente (Diablasio Brochard, 2011) : L'un des objectifs du développement durable est de satisfaire les besoins des individus notamment les plus dénués. Par conséquent assurer une vie décente. Cet objectif se focalise sur la notion de bien être de la population. Aborder la notion de bien-être fait référence à plusieurs aspects à la fois sociaux et psychologiques .

La participation de la population au programme tracé est une initiative innovatrice dans la mesure où elle favorise la communication des besoins exprimés par la cible. Ceci a pour avantage de faciliter l'atteinte des objectifs escomptés.

4. Les indicateurs du développement durable :

La mesure du développement durable repose sur un panel d'indicateurs. Certains d'entre eux se sont avérés inefficaces dans la mesure où ils sont incapables d'intégrer simultanément les trois facettes du développement durable.

4.1. Le PIB (Slim, 2004): Le PIB est un indicateur qui mesure la croissance économique d'un pays. Il repose sur un ensemble d'agrégats économiques. En d'autres termes, il mesure la quantité des biens et des services produits dans une période donnée sur un territoire.

Ceci laisse apparaître que cet indicateur revêt des contours purement quantitatifs. Dans ce sens il s'avère comme un outil insuffisant pour mesurer le progrès social d'une population donnée. De surcroît il ne permet pas d'appréhender les conséquences de l'activité humaine sur le volet écologique.



4.2. L'Indicateur du Développement Humain l'IDH (Diablasio Brochard, 2011): l'indicateur du développement humain se focalise sur la dimension socioéconomique du développement durable mais néglige l'empreinte écologique.

l'IDH est une combinaison des paramètres suivants : La santé et l'espérance de vie, l'éducation et une qualité de vie décente. Ceci laisse entendre qu'il revêt des aspects qualitatifs tant négligés par le PIB .

Malgré le fait qu'il porte l'attention au volet social, l'IDH a négligé à son tour la perception des individus quant à la notion du bonheur et du bien-être.

4.3. L'indicateur de la planète heureuse (IPH) (Diablasio Brochard, 2011) :

L'IPH est un des plus récents indicateurs en matière de mesure du développement durable. Le but étant de mesurer l'effet du bien-être sur l'environnement. L'idée de base est de permettre aux sociétés d'atteindre le bonheur. ;cet aspect psychologique et social tant négligé par le PIB et l'IDH. En fait ces deux indicateurs se sont avérés insuffisants pour intégrer simultanément les trois volets du développement durable . Ainsi la réflexion a porté sur une approche triangulaire. Dans ce sens, l'IPH a eu le mérite de valoriser le bonheur des êtres humains tout en veillant à respecter la protection de l'environnement. L'IPH est un indicateur de développement durable par excellence dans la mesure où il montre comment une société affecte son environnement écologique lorsqu'elle cible le bonheur et la quiétude de sa population.

4.4. L'indice de durabilité environnementale (IDE) : L'IDE est un indicateur qui permet de vérifier si les économies nationales peuvent atteindre un développement écologiquement durable. Ainsi le domaine d'intérêt se focalise sur la protection environnementale.

4.5. L'indice de performance environnementale (IPE) : L'IPE ,partant des objectifs de l'indice de durabilité environnementale , permet d'atténuer l'impact des stress environnementaux sur les individus et d'utiliser les ressources naturelles d'une manière efficace.

II. Le développement durable dans les pays du Maghreb:

Cette partie se focalise sur les défis communs du développement durable au Maghreb (Algérie, Maroc,Tunisie) pour les horizons 2030 – 2050.

Pour mettre en lumière la réalité de l'économie maghrébine et sa faculté à relever les défis communs en matière de développement durable pour des horizons futurs , nous attestons la thèse de la croissance durable (Jackson, 2009) dans la mesure où elle cible le jumelage entre les trois dimensions du développement durable. En d'autres termes, la croissance durable témoignerait d'un comportement responsable et civique de la part des acteurs du moment qu'elle prête une attention particulière à la facette environnementale en matière de création de richesses et témoigne la transition vers un nouveau modèle de développement . Corrélée à des concepts tels que l'industrie durable et le marketing durable, elle témoignerait la métamorphose des idéologies et des cultures des sociétés.



En matière de réalisation des objectifs du développement durable dans la région du Maghreb pour l'horizon 2030, il nous a paru judicieux d'adopter une approche holistique qui repose fortement sur l'interconnexion et la synergie entre les objectifs dans une perspective d'avenir durable pour les horizons futurs.

1. Le choix de la cible :

Les spécificités communes de la cible et les similitudes d'ordre géographique, culturel, etc. sont favorables pour une éventuelle coopération et collaboration collective entre les pays de la région dans une approche systémique. Toutefois les divergences sont importantes pour atteindre les stratégies nationales de ces pays.

Les similitudes des pays du Maghreb sont représentées par un panel de paramètres à savoir, similitudes géographiques (zones côtières, zones agricoles et forestières, zones désertiques et des similitudes de culture) PIB par habitant (Benguergoura, 2020)

Cependant, ceci n'exclut pas des différences qui doivent être prises en compte en matière de stratégie nationale de développement durable de chaque nation à savoir : Taille de population, distribution de PIB par secteur d'activité économique, disponibilité de ressources naturelles (Benguergoura, 2020).

Ceci laisse entendre ainsi que l'homogénéité des spécificités des pays du Maghreb sont des variables qui pourraient éventuellement concourir à relever les défis communs de la région pour aboutir à un avenir durable dans une démarche collective reposant sur la coopération dans la région tandis que les différences permettraient de spécifier les contraintes de chaque pays pris à part.

2. La situation au Maghreb: état des lieux

Les pays du Maghreb devraient faire face à une multitude d'enjeux durant l'horizon 2030. Ces défis sont d'ordre économique, social, environnemental.

Des auteurs évoquent l'appui sur de nouveaux facteurs d'ordre institutionnel (gouvernance), culturel, idéologique (ONU, L'avenir de l'environnement mondial 3, 2002).

En plus du jumelage entre les dimensions économiques, sociales et environnementales, le développement durable interpelle des dimensions institutionnelles pour plus de synergie dans le cadre d'une approche systémique.

En effet le volet idéologique pourrait constituer un vecteur ou un frein de développement dans la mesure où il joue un rôle important en matière de capacité d'adaptation aux changements.

Le contexte des pays du Maghreb atteste une instabilité économique, des perturbations environnementales à l'instar de tous les pays du monde (Jaidi, 2016 / 2017).

De surcroît, l'auteur évoque l'intérêt des pouvoirs publics à construire un modèle de croissance durable et soutenable. Dans ce sens il spécifie le modèle issu de la stratégie nationale de chaque pays pris à part pour aboutir enfin à des mécanismes et des outils de coopération commune dans une approche régionale. En d'autres termes, adopter une démarche efficace pour la région du Maghreb requiert, une responsabilité, une prise de conscience, une participation et des



efforts collectifs (Jaidi, 2016 / 2017) tout en considérant les spécificités et les contraintes de chaque pays (Jaidi, 2016 / 2017), et ce, malgré les similitudes des attributs des pays du Maghreb.

La situation au Maghreb se spécifie alors par des économies peu diversifiées et donc peu compétitives à l'échelle internationale soit :

- L'Algérie: le secteur des hydrocarbures
- Le Maroc et la Tunisie: secteur manufacturier (Jaidi, 2016 / 2017).

Il spécifie ces économies par des activités de faible valeur ajoutée (Jaidi, 2016 / 2017) d'où la priorité portée aux nouveaux secteurs générateurs de richesses et qui misent sur le jumelage entre les multiples dimensions du développement durable pour aboutir à un avenir durable dans les horizons futurs dans le cadre d'une approche holistique.

L'auteur mise sur des concepts tels que la croissance verte inclusive (Jaidi, 2016 / 2017) : un modèle de croissance qui respecte et préserve la facette écologique de développement durable et du bien-être social (Jaidi, 2016 / 2017). Il ajoute que cette pratique devrait être intégrée dans pas mal de secteurs : énergie, transport, industrie, bâtiment... (Jaidi, 2016 / 2017)

2.1. Stratégie nationale de la Tunisie 2030:

La pandémie covid-19 (Benyoucef, 2023) a engendré des mutations d'ordre social, économique, écologique

La sensibilité de la problématique de la lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle internationale (Benyoucef, 2023) reflète une vulnérabilité et incapacité de faire face aux aléas de la conjoncture dans le cadre d'une sphère économique fragile et inefficace (Benyoucef, 2023)

Dans ce sens l'auteur propose un modèle d'avenir durable reposant sur la notion de croissance verte (Benyoucef, 2023)

Cette notion est au Coeur des préoccupations actuelles du gouvernement tunisien, à l'instar des autres pays du Maghreb: l'Algérie et le Maroc. Néanmoins la concrétisation sur le terrain est loin de satisfaire les attentes.

L'acception prônée par l'auteur mise sur les avantages de l'économie verte en matière de création d'emploi, de lutte contre le chômage, de qualité de vie des citoyens, de bien-être, de société inclusive et équitable (Benyoucef, 2023)

a. La situation économique de la Tunisie: Le rapport de la banque mondiale intitulé équité et efficience du système fiscal tunisien prévoit :

- Une croissance annuelle de: 2,3% en 2025 - 2026 (banquemoniale, 2024, 12 novembre).
- Une amélioration du solde extérieur et une baisse de l'inflation (banquemoniale, 2024, 12 novembre).

b. Perspectives 2030 (Benyoucef, 2023): La Tunisie s'engage à réaliser un panel important d'objectifs en matière de développement durable à savoir:

Miser sur le secteur industriel à savoir le secteur du textile, de construction (banquemoniale, 2024, 12 novembre)



Investir et promouvoir l'urbanisme durable. Les énergies renouvelables constituent un enjeu stratégique pour les horizons futurs en matière de transition énergétique notamment en matière de réduction de sa dépendance énergétique.

A ce titre elle vise :

- Une augmentation de:1700 mégawatts en 2026 (banquemondiale, 2024, 12 novembre);
- Assurer la sécurité alimentaire aux citoyens avec un objectif de 0 faim et gérer durablement les ressources naturelles d'une manière durable ;
- La réduction de l'intensité de carbone de 45% en 2030 (Benyoucef, 2023);
- Transition vers une économie circulaire et durable 2050- 2060 ;
- Une gestion durable des ressources hydriques pour l'horizon 2050.

Le rapport témoigne néanmoins une concrétisation lente sur le terrain faute de (moyens financiers (Benyoucef, 2023), d'une gouvernance inefficace, d'une résistance culturelle voire idéologique du moins pour l'instant. (Benyoucef, 2023)

2.2. La stratégie du Maroc 2030:

Le Maroc, à l'instar des autres pays du Maghreb, devrait faire face à de nombreux défis d'ici l'horizon 2030 relevant des changements climatiques notamment la pénurie des ressources hydriques, la transition énergétique dont les chiffres communiquent un taux important d'importations, un système d'éducation inefficace, etc. Pour faire face, le gouvernement se focalise sur un ensemble de décisions pour faire face à ces défis et aboutir à un avenir durable.

Ainsi la stratégie nationale mise sur des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, la construction.

2.3. La stratégie de l'Algérie horizon 2040

L'Algérie, à l'instar des autres pays du Mahreb, est confrontée à de sérieux défis et enjeux pour aboutir à un avenir durable pour ses citoyens vivant en société.

a. Le contexte algérien :

- Les retombées de la pandémie covid-19 (Kwasi & Cilliers, 2020).
- La chute des cours du pétrole qui a engendré une réduction du budget de l'Etat de 50% (Kwasi & Cilliers, 2020);
- Stagnation de sa population en âge de travailler;
- Pénurie des ressources naturelles notamment les ressources hydriques ;
- L'impact du réchauffement climatique sur l'agriculture (Kwasi & Cilliers, 2020);
- Importation des denrées alimentaires (Kwasi & Cilliers, 2020).

b. Situation économique de l'Algérie: L'Algérie a affiché un taux de croissance de 3,9% au premier semestre 2024 (banquemondiale, Algérie: renforcer le cadre de politiques économiques pour soutenir la diversification des exportations, 2024,18 novembre)

- Une croissance appuyée sur un secteur agricole résilient (banquemondiale, Algérie: renforcer le cadre de politiques économiques pour soutenir la diversification des exportations, 2024,18 novembre).



- Baisse de l'inflation de 4,3% Durant les neuf premiers mois de l'année 2024. (banquemoniale, Algérie: renforcer le cadre de politiques économiques pour soutenir la diversification des exportations, 2024,18 novembre).

Les chiffres entegistrés laissent apparaître une forte ambition de diversificarion économique en misant sur des secteurs porteurs de croissance hors hydraucarbures

2.4. Objectifs horizons 2030 :

En matière de diversification de la production, : elle cible un objectif de 29 millions de dollars d'exportation hors hydraucarbures pour l'horizon 2030 (banquemoniale, Algérie: renforcer le cadre de politiques économiques pour soutenir la diversification des exportations, 2024,18 novembre).

Nécessité de réformes d'ordre économique, social, institutionnel dont la gou-vernance (Kwasi & Cilliers, 2020) .

III. Les défis des pays du Maghreb pour un avenir durable :

L'objet de ce passage est de communiquer les premiers résultats des pays du Maghreb en fonction des thématiques communes.

Pour ce faire, nous allons communiquer les données disponibles pour chacun des pays pour l'ensemble des défis communs pour aboutir à un éventuel avenir durable en 2030 en se référant à une approche holistique.

1 .La sécurité alimentaire :

Assurer une sécurité alimentaire aux citoyens maghrébins permet d'assouvir leurs besoins dans un cadre qui respecte les spécificités de l'environnement dans le cadre d'une politique agricole résilente et durable sans oublier l'impact sur les changements climatiques.

Tableau 1: La sécurité alimentaire dans les différents pays du Maghreb

Pays	Insécurité alimentaire	Stratégies
Algérie	6,4%	Stratégie de développement de l'agriculture, du développement rural et de la pêche horizon 2035
Maroc	26%	Plan Maroc vert: Amélioration du secteur agri- cole ;moteur de crcoissance économique Lutte contre la pauvreté Création d'emplois Generation Green-2020 2030
Tunisie	19%	Projets de partenariat public-privé

Source : Elaboré par l'auteur sur la base des données du premier rapport sur la réalisation des objectifs durable les pays du Maghreb.

Le tableau 1 communique des informations sur la réalisation des objectifs de développement durable en matière de la sécurité alimentaire dans les pays du



Maghreb. Il s'articule autour de deux points importants à savoir: l'insécurité alimentaire et les stratégies de développement de l'agriculture.

Les statistiques présentées dans le présent tableau témoignent des taux importants en matière d'insécurité alimentaire pour le Maroc et la Tunisie avec des données qui avoisinent 30 % pour le Maroc et 20% pour la Tunisie.

Par contre, L'Algérie a enregistré le taux le plus faible d'insécurité alimentaire dans la région du Maghreb en 2016 : soit: 6,4% (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018) . Les chiffres communiqués en 2024 confirment ces chiffres: l'indice mondial de la faim de l'Algérie en 2024 communique une stabilité alimentaire (FAO, Indice mondial de la faim 2024 : L'Algérie au bord de la famine, 2024).

Selon le rapport, l'Algérie est le pays maghrébin le plus avantagé en matière de sécurité alimentaire et par conséquent en matière de lutte contre la faim comparaison avec la Tunisie et le Maroc.

1.1. Part de la famine par pays (2024) : L'indice mondial de la faim, pour l'année 2024, communique des chiffres portant sur la portion de la population concernée par la faim par pays soit :

- Algérie : 2,5% de la population (FAO, Indice mondial de la faim 2024 : L'Algérie au bord de la famine, 2024).
- Tunisie : 3,2% de la population (FAO, Indice mondial de la faim 2024 : L'Algérie au bord de la famine, 2024)
- Maroc : 6,9% de la population (FAO, Indice mondial de la faim 2024 : L'Algérie au bord de la famine, 2024)

Ces statistiques divulguent une avancée de l'Algérie en matière de lutte contre la faim. Ce constat explique les efforts consentis en la matière et renforce son ambition en matière de lutte contre la faim pour l'horizon 2030.

Toutefois le Maroc et la Tunisie sont invités à doubler les efforts en la matière.

1.2. L'indice de la faim en 2024 :

a. L'Algérie : 6,8 (IFPRI, 2024) Classement mondial : 33^{ème} place (IFPRI, 2024). Entre 2016 et 2024, la situation de l'Algérie ne s'est pas détériorée car le chiffre communiqué en 2024 (6,8) est proche que celui enregistré en 2016 (6,4) en matière de sécurité alimentaire.

b. La Tunisie : Pour ce qui est de l'indice de la faim en Tunisie en 2023, le pays a enregistré un indice faible en 2023 selon l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires, soit : 5,9 (IFPRI, 2024) Classement mondial : 27^{ème} place (IFPRI, 2024).

c. Le Maroc : 9 (IFPRI, 2024) Classement mondial: 47^{ème} (IFPRI, 2024). Pour l'année 2024, l'Algérie devance le Maroc en matière de lutte contre la faim.

Pour ce qui est de l'horizon 2030, des mesures sont prises par les gouvernements des pays du Maghreb en matière d'agriculture et de pêche pour promouvoir le secteur et l'adapter aux spécificités du développement durable à l'instar de l'Algérie et le Maroc dans le cadre de sa transition du d'un plan de Maroc vert à Generation Green-2020- 2030 afin d'assurer une sécurité alimentaire sur des assises durables et résilientes.



La Tunisie à son tour, pose une problématique sensible en matière de financement des projets es jeunes . Dans ce sens, elle mise sur des partenariats publics-privés pour concrétiser les ambitions des porteurs de projets.

1.3. Approche holistique : Les pays du Maghreb, dans le cadre de l'horizon 2030, devraient investir dans le secteur agricole. En effet une agriculture résiliente et durable facilite la lutte contre les changements climatiques et contribue à la création d'emploi dans une perspective d'égalité de chances et de genre et concourt par conséquent à la diversification de l'économie

2. Transition énergétique:

Tableau 2: Transition énergétique

Pays	Taux de dépendance énergétique	Part des ENR dans la production électrique
Algérie	6,9%(2016)	2% du mix électrique(2016)
Maroc	93% (2016)	34%(2015)
Tunisie	56%(2015)	3% (2015)

Source: Elaboré par l'auteur sur la base des données du premier rapport de réalisation des objectifs du DD aux pays du Maghreb

Le taux de dépendance énergétique des pays du Maghreb communique un taux infime en 2016 pour l'Algérie compte tenu de son potentiel " énergétique lui permettant d'assouvir la demande nationale voire internationale en tant que pays exportateur du pétrole et du gaz .Dans ce sens, elle affiche le taux le plus faible en comparaisant avec le Maroc et la Tunisie Pour renforcer sa compétitivité et son statut de leader au continent africain en matière d'indépendance énergétique , l'Algérie , dans le cadre de son programme national des énergies renouvelables (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018)) , consacre 27% des énergies renouvelables (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018) dans la production d'électricité soit: 22000 MW pour l'horizon 2030. (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018).

Pour le Maroc enregistre un taux très élevé de dépendance aux ressources énergétiques qui avoisine les 100% en 2016 compte tenu de son faible potentiel en la matière.

La part des ENR dans la production électrique au pays témoigne une avancée flagrante en 2016 en comparaison avec l'Algérie et la Tunisie dont la production est représentée par un pourcentage infime. Ces statistiques reflètent réellement la dépendance du Maroc aux ressources énergétiques. .Dans ce sens il cible une réduction de moins de 82% en 2030 (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018) et une production électrique qui représente 52% des énergies renouvelables en 2030.(ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018).



La Tunisie, à son tour, souffre d'une dépendance énergétique qui avoisine les 60% en 2016.

La situation ne s'est pas améliorée en 2024 puisque le taux de dépendance correspond à 69% (MIME, 2024) en mois de décembre pour l'année 2024. Dans ce sens, la stratégie énergétique de la Tunisie pour l'horizon 2035 cible une sécurité énergétique en matière d'autosuffisance énergétique (ANE, 2024) et de contribution à la décarbonisation (ANE, 2024) d'ici 2050. A ce titre, la Tunisie vise une production d'électricité à base de 30% des énergies renouvelables (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018)

3. L'emploi des jeunes:

Le défi de l'emploi constitue l'une des préoccupations majeures pour les pays du Maghreb et à l'échelle mondiale. Ceci tient essentiellement à la situation économique maghrébine qui se spécifie, rappelons-le, par une économie non diversifiée: pour l'Algérie, la dépendance aux hydrocarbures, pour le Maroc et la Tunisie, des industries à faible valeur ajoutée issues du secteur manufacturier (Jaidi, 2016 / 2017).

La situation économique constitue ainsi une entrave pour toute politique de lutte contre le chômage et renforce par conséquent les inégalités économiques. On souligne également les lacunes en matière de partenariat entre le secteur de l'enseignement et le secteur de l'emploi ; ce qui engendre des écarts entre les qualifications et les besoins des entreprises. A ce niveau on met l'accent sur le rôle de l'économie des connaissances comme vecteur de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat par le biais de son trio: Education Recherche et Innovation.

Tableau 3: L'emploi des jeunes dans les pays du Maghreb

Pays	Taux de chômage des jeunes (15- 24 ans)	Stratégies/objectifs
Algérie	28,3% (2017)	Promotion de l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes.Insertion des diplômés de l'enseignement supérieur
Maroc	22,5% (2016)	Stratégie nationale de la jeunesse (2015 - 2030). Alliances entre le secteur du marché de l'emploi et du secteur de l'enseignement supérieur
Tunisie	34,9% (2016)	Promotion de l'emploi vers le secteur privé Favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation Développement du secteur de l'enseignement supérieur.

Source: Elaboré par l'auteur sur la base des données du premier rapport sur la réalisation des objectifs du développement durable au Maghreb



Les différentes stratégies des nations pour lutter contre le chômage et par conséquent promouvoir le plein emploi et la croissance économique. Evoquer la notion d'emploi renvoie automatiquement à la notion de la croissance. Donc une situation de sous-emploi implique impérativement un ralentissement de la croissance ; ce qui va à l'encontre des objectifs du développement durable.

Le taux de chômage des jeunes en Tunisie est plus élevé que celui du Maroc (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018).

L'Algérie enregistre un taux plus élevé que celui du Maroc et plus faible que celui de la Tunisie (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018)

3.1. Taux de chômage des jeunes maghrébins de 15 - 24 ans (2024):

Pour l'année 2024, le chômage des jeunes algériens affiche le taux maghrébin le plus faible entre les trois pays soit : **30, 8%** selon le rapport de la banque mondiale (BanqueMondiale, 2024) pour la tranche d'âge allant de 15 - 24 ans. Il est de 36,7% (HCP, Situation du marché du travail en 2024, 2024) pour la tranche d'âge allant de 15 – 24 ans pour les jeunes marocains.

Le taux de chômage des jeunes tunisiens s'élève à 40,5% (ONS) pour la même tranche d'âge soit 15- 24 ans. Ces statistiques reflètent la réalité amère d'une économie maghrébine non diversifiée montrant ses limites et ses lacunes en matière de débouchés d'emplois dans pas mal de secteurs pour ses citoyens. Dans ce sens les pays maghrébins devraient promouvoir le marché d'emploi notamment dans les secteurs modernes porteurs d'emplois, de croissance durable dans le cadre d'une approche commune dans la région du Maghreb.

a. Entrepreneuriat: L'emploi des jeunes renvoie à une problématique sensible dans les pays maghrébins. D'un point de vue démographique, elle constitue un défi non négligeable en matière d'objectifs de développement durable.

En matière de création d'emploi pour des horizons futurs, l'Algérie cible la promotion de l'emploi des jeunes par le biais de l'entrepreneuriat, à l'instar du Maroc et de la Tunisie. Le but est d'encourager la créativité et l'innovation dans un environnement de plus en plus concurrent et de considérer alors le capital humain comme un vecteur incontournable de compétitivité. La Tunisie et l'Algérie misent sur le secteur privé pour réaliser les rêves des jeunes entrepreneurs notamment en matière d'entrepreneuriat vert. Dans ce sens des partenariats publics - privés constitueraient une solution efficace pour aboutir à un avenir durable dans le cadre de l'entrepreneuriat vert; une création de l'emploi en tenant compte des spécificités de l'environnement. Sans oublier le rôle de l'économie des connaissances dans le développement des compétences requises dans divers secteurs de l'économie.

b. L'économie des connaissances: Pour promouvoir l'emploi, les trois pays de la région prônent des partenariats entre le secteur de l'enseignement supérieur et le secteur de l'emploi. Un partenariat efficace reposerait essentiellement sur le jumelage entre les trois piliers de l'économie des connaissances à savoir : Recherche, Innovation et Education



c. Approche holistique : Le défi de l'emploi des jeunes dans une approche holistique , à l'horizon 2030, cible la création d'emplois pour promouvoir une croissance durable au niveau des nations dans le cadre d'une approche collaborative. Cette perspective cible les hommes et les femmes sans discrimination. Ceci renvoie alors à une autre problématique du développement durable qu'est le défi de lutte contre les inégalités de genre dans une société prospère, durable et surtout équitable reposant sur la collaboration des efforts des uns et des autres pour aboutir à un avenir durable . La question de l'emploi dans des perspectives futures s'appuie aussi sur la nécessité de garantir un travail décent pour les citoyens maghrébins. A ce niveau la garantie d'un travail décent promet une bonne santé, concourt au bien-être et à une croissance durable et soutenue pour les pays maghrébins.

A ce stade, nous préconisons l'approche du développement durable axée sur des pratiques innovantes, relevant des enjeux du contexte. Nous mettons l'accent aussi sur la création d'emplois verts qui valorisent la facette environnementale en corrépondance avec les facettes économiques et sociales. Cette interconnectivité d'objectifs permettrait alors de construire un modèle de développement durable dans une approche transversale facilitant ainsi la transition vers un avenir durable et équitable.

4. Diversification et transition industrielle

Tableau 4 : Diversification et transition industrielle

Pays	Secteur d'activité	Part des industries manufacturières dans le PIB	Contribution manufacturière à l'emploi	Dépenses de R/D et innovation
Algérie	Hydrocarbures: 30 % du PIB Hors hydrocarbures: 5% du PIB	5% PIB (2016)	13,5% (2016)	0,1% du PIB UNESCO
Maroc	Chimie, L'automobile L'agro-industrie	15% (2016)	10% (2016)	3% du PIB 2020
Tunisie	Secteur tertiaire: 55% du PIB	14,9 % (2016)	18,5% (2016)	0,66% du PIB (2015)

Source: Elaboré par l'auteur sur la base des données du premier rapport de réalisation des objectifs du développement durable dans les pays du Maghreb

a. Algérie: le secteur des hydrocarbures a représenté 30% du PIB en 2016 (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018) Tandis que le secteur hors hydrocarbures a représenté seulement 5% du PIB (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018).



Ces statistiques sont logiques pour un pays dont l'économie est tributaire des hydrocarbures. Néanmoins une stratégie de diversification est primordiale pour renforcer sa compétitivité et pour atteindre les objectifs et les défis du développement durable dans les horizons futurs en matière d'équité, de bien-être et croissance durable.

b. Maroc : L'intérêt porté à l'aéro-industrie est logique et pertinent pour un pays qui s'investit dans le secteur agricole. En effet ce secteur représente 12% du PIB marocain (HCP, 2024) en 2024. Le rapport HCP ajoute que ces statistiques reposent essentiellement sur les conditions climatiques qui constituent un défi commun pour la région du Maghreb.

c. Tunisie: Le secteur d'activité dominant en Tunisie est le secteur tertiaire qui représente 50% du PIB tunisien (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018). Ces chiffres reflètent la réalité de l'économie tunisienne qui repose essentiellement sur le secteur du tourisme, le secteur des NTIC qui atteste une avancée dans ce domaine sans oublier les réformes du secteur bancaire. L'importance accordée au secteur tertiaire est confirmée par les données suivantes:

Pour l'année 2023, la répartition du PIB tunisien par secteur d'activité (statista, 2025) montrent pour l'agriculture 9,47% du PIB ; 23,5% pour l'industrie et enfin pour les services, 62,11% du PIB. Ces données démontrent la prépondérance du secteur tertiaire dans la croissance de l'économie tunisienne.

4.1. Part des industries manufacturières dans le PIB : La lecture des données relatives à la part des industries manufacturières dans le PIB communique un pourcentage très faible voire infime pour l'Algérie soit : 5% (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018). Un pourcentage de 15% (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018) pour le Maroc et la Tunisie. Donc ces deux pays sont représentés par une part plus élevée que celle de l'Algérie. Ces statistiques sont logiques du moment que le secteur manufacturier est porteur de développement et pour le Maroc et pour la Tunisie. Par contre l'Algérie est tributaire du secteur des hydrocarbures. En d'autres termes, l'industrie des hydrocarbures représente la part la plus importante du PIB algérien.

Partant d'une logique de coopération maghrébine, nous préconisons des partenariats entre ces trois pays pour tirer profit de leurs expériences et compétences dans un cadre régional notamment pour l'Algérie qui devrait s'investir plus dans des secteurs hors hydrocarbures à dessein de diversifier son économie, à l'instar du Maroc et la Tunisie. L'attention est également tournée vers de nouveaux secteurs porteurs de croissance dont le secteur des NTIC.

5. TIC, Recherche et Innovations des pays du Maghreb:

Pour les TIC et s'après L'Union Internationale de Télécommunication (UIT),

- L'Algérie est classée en 6^{ème} position sur le continent africain avec 80,9 points.
- Le Maroc est classé en 2^{ème} position sur le continent africain avec 86,8 points.



- La Tunisie est classée en 3^{ème} position sur le continent africain avec 77,2 points.

Les critères de ce classement tiennent essentiellement à la téléphonie mobile et l'utilisation de l'internet. Dans ce sens l'Algérie et la Tunisie devraient s'investir davantage dans ce secteur pour diversifier leurs économies et développer des perspectives d'emploi notamment pour les jeunes.

Ces statistiques révèlent une avancée pour le Maroc dans les TIC

5.1. Part des dépenses en matière de Recherche et Développement : Les données présentées au tableau attestent un désintérêt flagrant à la fonction innovation pour l'ensemble des pays mais avec une nette différence pour le Maroc (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018)

5.2. La capacité d'innovation aux pays du Maghreb (2019):

Pour l'année 2019, la situation ne s'est pas encore améliorée puisque l'Algérie, le Maroc et la Tunisie sont classés respectivement 86^{ème}, 81^{ème}, 92^{ème} (Benguergoura, 2020) sur 141 (Benguergoura, 2020) économies au monde. Le Maroc occupe la meilleure place parmi les trois pays.

Le budget attribué à la fonction de Recherche et Développement, à son tour, affiche une portion très faible pour les trois pays allant de 05% à 07% (Benguergoura, 2020) seulement.

5.3. La capacité d'innovation aux pays du Maghreb (2024):

L'indice d'innovation, qui permet à une nation d'évaluer sa capacité d'innovation, affiche les chiffres suivants;

- Algérie: 16, 20 (OMPI, 2024)
- Maroc: 28,8 (OMPI, 2024)
- Tunisie: 25,4 (OMPI, 2024).

Ces chiffres témoignent également une avancée pour le Maroc et la Tunisie en comparaison avec l'Algérie pour l'année 2024.

D'ailleurs pour la période s'étalant de 2019 à 2024, le Maroc occupe toujours la meilleure place.

Le Maroc est doté d'infrastructures et d'investissements sophistiqués et modernes; ce qui explique son avancée en matière d'innovation qui pourrait constituer un réel levier d'innovation.

6. Stratégie de diversification en Algérie

Pour une stratégie de diversification, Amrani mise sur la promotion du tourisme, de l'agriculture, l'amélioration du climat des affaires, la diversification des sources de financement" (Amrani, 2021). L'auteur insiste sur les secteurs à promouvoir dans des horizons futurs et met l'accent aussi sur la problématique du financement. Ce questionnement est logique et pertinent pour l'économie du pays notamment en matière de partenariat public-privé.

En plus du secteur industriel, agricole et touristique, d'autres auteurs misent sur la promotion des NTIC et le secteur de l'énergie (Mesbahi & Benbouziane, 2017).



Ceci laisse entendre qu'une stratégie efficace de diversification de l'économie algérienne repose à la fois sur des secteurs traditionnels dont certains ne seront plus rentables dans les horizons à venir. La diversification implore aussi l'investissement dans de nouveaux secteurs requérant une haute qualification. La valorisation du facteur humain implore la mise en place d'une politique efficace de développement de ressources humaines; ces dernières étant devenues un vecteur de développement non négligeable.

Dans le cadre d'une approche systémique pour les pays du Maghreb pour l'horizon 2030, l'objectif de diversification aurait des retombées positives sur les perspectives d'emploi notamment l'emploi des jeunes qui représente un défi démographique à ne pas négliger en matière de retombées sur le développement durable.

La diversification des économies maghrébines implore également la promotion du secteur agricole, dans le cadre d'une approche durable, visant l'amélioration de la qualité de vie et la santé des citoyens; ce qui renvoie à la problématique du réchauffement climatique. En effet une agriculture résiliente pourrait être une solution innovante en matière de gestion de la rareté des ressources hydriques utiles à la production.

Donc l'objectif de la diversification de l'économie atteste l'interconnexion des objectifs du développement durable et favorise l'aboutissement à un avenir durable dans la région.

7.Changements climatiques et lutte contre la désertification

Tableau 5 : Changements climatiques et lutte contre la désertification

Pays	Stratégies de gestion des risques	Emission de carbone
Algérie	Améliorer la connaissance et la compréhension des risques	3,8
Maroc	Programme de gestion des risques et des catastrophes naturelles(2017- 2021)	3,26
Tunisie	Réduction des risques de catastrophe (2011- 2013)	2,5

Source: Elaboré par l'auteur sur la base des données du premier rapport sur la réalisation des objectifs du développement durable

L'Algérie affiche le chiffre le plus important en matière d'émission de carbone (ONU, Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb, 2018). Ces chiffres tiennent essentiellement à la prépondérance du secteur des hydrocarbures dans son PIB.

Une émission de gaz à effet de serre détériore le secteur d'agriculture et accentue la désertification. Dans ce sens des mesures devraient être prises pour minimiser son effet sur l'environnement, la santé humaine et sur la planète.

La Tunisie participe à 0,07% dans l'émission de gaz à effet de serre en 2024 (SECO, 2024, 12 mai).

A ce titre, le pays prévoit une baisse d'émission de 45% (SECO, 2024, 12 mai) de son intensité carbonique d'ici 2030 (SECO, 2024, 12 mai), à l'instar du Maroc qui prévoit le même pourcentage d'ici 2030.



L'Algérie s'engage à réduire 22% de l'émission de gaz à effet de serre pour l'horizon 2030.

Dans un cadre de collaboration entre les pays du Maghreb pour l'horizon 2030, la lutte contre le réchauffement climatique permettrait de créer des emplois ayant les contours du développement durable. En d'autres termes, créer des emplois verts qui concourent à la prospérité économique et qui respectent en même temps l'empreinte écologique. Cette perspective favorise également la promotion d'une agriculture résiliente et par conséquent participe à la diversification des économies maghrébines et au renforcement de leurs compétitivités.

Pour synthétiser cette étude, il nous a paru judicieux d'évoquer quelques pratiques durables relatives aux thématiques communes étudiées dans le cadre d'un avenir durable aux pays du Maghreb pour l'horizon 2030-2050

Tableau 6 : Des pratiques durables pour un avenir durable

Thématique	Pratiques durables
Sécurité alimentaire	Agriculture résiliente et durable Pêche responsable
Transition énergétique	Electricité verte Hydrogène vert
Emploi des jeunes	Emploi vert
Diversification et transition industrielle	Croissance verte Technologie verte
Changements climatiques et lutte contre la desertification	Barrage vert

Source: Elaboré par l'auteur

Conclusion:

La problématique de développement durable est au cœur des préoccupations actuelles des acteurs concernés, et ce, à l'échelle mondiale. Ceci tient essentiellement à ses enjeux qui revêtent des contours multidimensionnels dont il convient de les jumeler dans le cadre d'une approche efficace ciblant les besoins des générations présentes sans compromettre ceux des générations futures.

L'objet de cette étude était de cerner les stratégies des pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) en matière des objectifs du développement durable pour l'horizon 2030 en fonction de cinq thématiques communes : la sécurité alimentaire, la transition énergétique, la diversification économique et la transition industrielle, l'emploi des jeunes et la lutte contre le réchauffement climatique et la desertification.

Pour ce faire nous avons adopté une approche holistique dans la mesure où elle offre plus de synergie et de convergence pour les objectifs du développement durable.

Les enseignements tirés de cette étude, relevant de la stratégie de chaque pays en matière des défis communs pour l'année 2024, communiquent les résultats suivants :



- En matière de sécurité alimentaire, l'Algérie prend le devant en affichant une faible part famine dans la population totale et en matière aussi de l'indice de faim ; ce qui favorise la réalisation de l'objectif de 0 faim en 2030.
- En matière de transition énergétique, le Maroc est le pays maghrébin le mieux placé notamment dans ce domaine grâce à ses infrastructures notamment dans le cadre de l'énergie solaire. Ce pays prévoit de produire 52% d'électricité sur la base des énergies renouvelables d'ici 2030, même si l'Algérie dispose de moyens plus importants et de conditions plus favorables pour détronner le Maroc de cette première place et d'assurer sa transition énergétique

Quant à la problématique des perspectives d'emploi des jeunes, dont l'âge représente un défi démographique majeur pour les nations, l'Algérie a enregistré le taux le plus faible de chômage pour la tranche d'âge allant de 15 à 24 ans. Concernant les nouveaux secteurs porteurs de croissance pour l'économie maghrébine dans les horizons futurs, le Maroc communique le chiffre le plus élevé dans le secteur des TIC en comparaison avec l'Algérie et la Tunisie, cependant, ce sont des chiffres à prendre avec beaucoup de réserves.

Toutefois l'ambition de diversifier l'économie maghrébine demeure un défi majeur pour les trois pays vu ses attributs peu compétitifs, les ressources humaines et la faible valeur ajoutée des secteurs d'activités.

Pour des perspectives futures, il incombe aux pays maghrébains et notamment l'Algérie et la Tunisie de doubler les efforts en matière de réalisation d'objectifs durables dans une approche systémique intégrant à la fois la dimension économique, sociale, environnementale, institutionnelle, culturelle et idéologique pour les horizons 2050 dans un cadre de collaboration entre ces deux pays phare du Maghreb que sont l'Algérie et la Tunisie.

Un avenir durable nécessite donc :

- Des réformes d'ordre institutionnel, idéologique, culturel, etc. pour s'adapter aux besoins des individus, pour préserver l'environnement et aboutir à une société inclusive.
- Promouvoir les secteurs économiques porteurs de croissance à savoir l'agriculture, le tourisme, l'énergie, NTIC, etc.
- Miser sur des partenariats publics-privés en matière de financement, de promotion des secteurs et en matière de l'entrepreneuriat des jeunes.
- Développer les compétences du facteur humain notamment dans les nouveaux secteurs économiques.
- Favoriser les échanges d'expériences, notamment entre l'Algérie et la Tunisie en matière de développement durable.

Références Bibliographiques :

- Amrani, M. (2021, 12 30). Diversification économique en Algérie: Proximité méditerranéenne et réalités algériennes. *Poidex*, pp. 440-460.
- ANE. (2024). *Nécessité de réduire l'émission de gaz à effet de serre*.



- banquemondiale. (2024,18 novembre). *Algérie: renforcer le cadre de politiques économiques pour soutenir la diversification des exportations*.
- banquemondiale. (2024, 12 novembre). *Equité et efficience du système fiscal tunisien*.
- Benguergoura, S. (2020). *Evaluation régionale de base Région1: Algérie,Maroc,Tunisie*.
- Benyoucef, A. (2023). *Vers un nouveau modèle économique fondé sur la croissance verte et le développement durable en Tunisie*. Tunis: friedrich ebert stiftung,bureau de Tunisie.
- Berger, D., De Perthuis, C., & Perin, N. (2018). *Le développement durable*. Paris: Nathan .
- Diablasio Brochard, L. (2011). *Le développement durable: enjeux de définition et de mesurabilité*. Québec: Université de Quebec .
- FAO. (2024). *Indice mondial de la faim 2024 : L'Algérie au bord de la famine*.
- HCP. (2024). *Agriculture au Maroc en 2024: les chiffres clés*.
- HCP. (2024). *Situation du marché du travail en 2024*.
- IFPRI. (2024). *La Tunisie, le pays le mieux classé en Afrique*.
- Jackson, T. (2009). *Prosonomie durablepérité sans croissaznce La tranisition vers une économie durable*. bruxelles: De boeck.
- Jaidi, L. (2016 / 2017). *Le Maghreb face aux défis de l'agenda 2030*. *Afkar/Idees* , pp. 46 -49.
- Jaldi, A. (2022). *La situation du climat et de la biodiversité au Maghreb.*, (p. Egypte). Charam-el-Cheikh.
- Kwasi, S., & Cilliers, J. (2020). *Stagnation ou croissance ? La trajectoire de developpement de l'Algérie à l'horizon 2040*. Institut D'études et de Sécurité.
- Mesbahi, F., & Benbouziane, M. (2017, Juin 01). *Stratégie de diversification de l'économie algérienne*. *Revue d'économie et de Management* .
- MIME. (2024). *Rapport sur la conjoncture énergétique*.
- OMPI. (2024).
- ONS. *Indicateurs de l'emploi et du chômage*.
- ONU. (2002). *L'avenir de l'environnement mondial 3*. Bruxelles: De Boeck.
- ONU. (2018). *Premier rapport sur la réalisation des objectifs de développement durable au Maghreb*. Adis- Abeba.
- SECO. (2024, 12 mai). *Rapport économique 2023*.
- Sihem, A., & Albertini, J.-M. (2006). *lexique d'économie*. Paris: Dalloz.
- Slim, A. (2004). *le développement durable*. Paris: Le cavalier bleu.
- statista. (2025). *Répartition du PIB de la Tunisie de 2008 à 2023 selon le secteur économique*.
- Trésor, D. d. (2024). *Algérie: Indicateurs et conjoncture*.
- WHH. (2024).